adaptés à leurs conditions spécifiques. Cette intervention doit s'attacher d'une manière particulière au cas des enfants, de façon à les préparer dès leur jeune âge, aux tâches qui leur sont accessibles. Par ailleurs, la législation devra prévoir dans la réglementation relative à la main-d'œuvre, des dispositions particulières en faveur des handicapés pour ce qui concerne les emplois qui leur sont adaptables. Des centres de formation professionnelle appropriés devront être créés pour l'usage spécifique des handicapés.

c) Sur le plan culturel :

— la couverture du territoire par le réseau télévisé sera parachevée, en même temps que sera créée une deuxième chaîne d'émission afin d'intensifier les programmes éducatifs et ceux destinés à la formation et à la vulgarisation des connaissances scientifiques et techniques.

— L'implantation des maisons de la culture sera généralisée à travers le pays et s'accompagnera des actions nécessaires pour vivifier notre culture nationale, pour encourager la créativité artistique et favoriser l'animation culturelle, ainsi que la diffusion du livre.

— Un effort particulier sera réservé aux masses paysannes pour mettre à leur disposition les moyens audio-visuels adéquats, pour aider à l'élévation de leur niveau culturel, de même que leur seront consacrées, dans le cadre des programmes radiodiffusés et télévisés, des émissions traitant de leurs problèmes spécifiques.

d) Dans le domaine des sports, une politique nouvelle et hardie sera mise en œuvre afin de donner à la jeunesse algérienne toutes les possibilités de faire épanouir ses potentialités physiques et morales.

Les maux tels que la malnutrition infligés par le colonialisme à notre société imposent qu'une attention particulière soit portée à la santé et au développement de notre jeunesse.

L'éducation physique de la jeunesse et du peuple en général est une condition nécessaire à l'entretien et à l'amélioration de la santé, au renforcement de la capacité de travail et, enfin, au relèvement de la puissance défensive de la Nation. A cet égard, c'est un principe du socialisme que l'éducation physique constitue un bien aussi indispensable que l'instruction et représente l'un des droits que l'Etat doit assurer aux citoyens, aux plus jeunes en particulier. La Révolution algérienne adopte pleinement ce principe et le mettra en œuvre progressivement en fonction des moyens du pays. Elle mènera, à cet effet, une politique systématique d'incitation à la pratique de sports.

Plus que par les avantages qu'il procure à l'individu, le sport favorise et développe des qualités morales telles que l'esprit d'équipe et de camaraderie, le sens de la solidarité et le goût des relations sociales. De la sorte, le sport, loin d'être une simple distraction, s'affirme, dans les conceptions modernes, comme une branche essentielle de toute politique de formation.

Pour toutes ces raisons, l'organisation des activités sportives deviendra une composante fondamentale de l'action tant pour la formation de la jeunesse que pour l'entretien et l'amélioration de sa santé.

A cet effet, des installations couvrant une large gamme des activités sportives feront partie, de plus en plus systématiquement, des établissements d'enseignement, tandis que les villes et les villages seront dotés de complexes multisports à l'échelle de leur importance. Les entreprises économiques et sociales seront encouragées à développer les activités sportives dans le cadre du développement de leurs activités sociales et de l'organisation des loisirs de leur personnel.

Un effort particulier sera consacré à la formation des moniteurs et des professeurs d'éducation physique, afin de donner à toutes les catégories d'activités sportives, l'encadrement qui leur est indispensable.

De la sorte, notre jeunesse se trouvera insérée dans un véritable réseau sportif à travers tout le pays et le sport prendra le caractère d'une activité de masse, utile individuellement et socialement.

Les investissements conséquents à consentir pour atteindre ces objectifs ne seront nullement perdus pour le pays car, non seulement ils entrent dans le cadre de la politique sociale de la révolution et de l'action tendant à faire émerger un homme nouveau au sein de notre société, mais, en outre, ils contribuent

à renforcer et à revaloriser davantage le meilleur capital que possède la nation : sa jeunesse et sa population. L'immense effort entrepris par la révolution dans le domaine de la formation à tous les niveaux et sur le plan de la santé, trouvera ainsi son complément naturel qui permet de donner au développement du corps et à son entretien, la même importance que celle qui est attachée à l'épanouissement de l'esprit.

e) Loger dans les conditions décentes et selon les normes minima du confort moderne est un élément fondamental de l'amélioration du niveau de vie des masses. Au même degré que la faim, la maladie, l'ignorance et l'obscurantisme, le taudis, qui a pris, en Algérie, la forme des gourbis et des bidonvilles, est une image représentative de la misère. Aussi, la disparition des gourbis et des bidonvilles comptera-t-elle parmi les signes qui marqueront la victoire de la révolution contre la misère. C'est par cette approche que se définit la politique du pays en ce qui concerne l'habitat.

Pour résoudre ainsi la crise du logement et promouvoir des conditions de vie meilleures, une série d'actions seront engagées dans les domaines de l'habitat et de l'urbanisation.

En effet, l'augmentation du nombre de la population autant que les nécessités d'améliorer les conditions de vie des masses populaires rendent indispensables le lancement et l'exécution d'un grand programme de construction de logements.

La poursuite et l'intensification des efforts consacrés à la réalisation des villages socialistes de la révolution agraire permettront de couvrir les campagnes algériennes par un véritable quadrillage formé par ces villages. Les gourbis qui ont, pendant longtemps, représenté le symbole de la pauvreté dans nos campagnes, disparaîtront ainsi à tout jamais du paysage algérien.

Par ailleurs, la réalisation d'ensembles résidentiels dans le sillage des usines nouvellement construites aidera, de son côté, à réduire les difficultés de logements que connaissent les zones industrielles et permettra aux travailleurs de résider près de leur lieu de travail.

Cependant, c'est par le lancement à l'échelle de tout le pays, d'un programme intense de constructions et de rénovation de l'habitat que l'on pourra arriver au règlement définitif de la question du logement.

— Le niveau de production attendu pour la fin de la décennie en cours, en ce qui concerne les industries de matériaux de construction, permettra à l'Etat de lancer une politique audacieuse dans le domaine de l'habitat. Un vaste programme de construction sera entrepris pour atteindre, à partir du début de la décennie 1980, un rythme de réalisation se situant au niveau de cent mille logements par an. Ce rythme suivra, ensuite, une croissance annuelle de manière à assurer, à chaque famille algérienne, vers la prochaine décennie, un logis décent comportant les éléments essentiels du confort moderne. Ce programme mobilisera des moyens considérables et permettra de liquider définitivement les bidonvilles qui défigurent l'aspect de nos agglomérations urbaines. En outre, et ce n'est pas le moindre de ses avantages, il entraînera la création de dizaines de milliers d'emplois s'étendant sur une longue période et procurant ainsi des débouchés sûrs et permanents à une grande partie de la main-d'œuvre algérienne.

— Par ailleurs, l'Etat encouragera tout citoyen désireux de construire un logement individuel de le faire. A cet égard, il prendra les dispositions appropriées pour que chaque Algérien, qui serait désireux de construire un logement, puisse acquérir le lot de terrain nécessaire à l'abri de toute spéculation, obtenir, à des conditions favorables, un prêt pour financer les travaux de construction et, enfin, disposer des matériaux requis pour ces travaux.

Dans le même ordre d'idées, des dispositions seront arrêtées par l'Etat en vue de permettre à la population, et aux travailleurs en particulier, d'acquérir un logement en copropriété, notamment dans le cadre d'associations de caractère coopératif ou de leur offrir des loyers compatibles avec leurs revenus et ne pesant pas lourdement sur leur pouvoir d'achat.

— Enfin, il y a lieu de souligner que l'Etat veillera à ce que les nouvelles constructions soient insérées dans des ensembles aménagés suivant des conceptions urbanistiques modernes et répondant aux exigences d'un environnement fondé sur le souci d'améliorer la qualité de la vie.